

tions, je me serais levé, et j'aurais fait, moi-même, un choix de citations, qui eussent été considérées par la Chambre comme satisfaisantes. M. Cameron s'est permis d'attaquer le département. Il a cité des extraits de rapports, et si je m'étais levé et si j'avais répondu en ne citant que les parties des rapports qui eussent été des réponses suffisantes, la Chambre eût accepté ma réponse. Mais comme je ne pouvais faire cela — et aucun mortel n'aurait pu le faire — un pamphlet a été écrit en réponse au discours de l'honorable monsieur, tout comme si j'en avais exprimé moi-même le contenu dans cette Chambre. Si aucun honorable député croit, lors de la prochaine session, après avoir considéré toute la question, qu'il est opportun d'imposer au pays les frais d'une commission pour s'enquérir de toutes les opérations administratives, le gouvernement ne s'y opposera pas. Mais je crois que ce serait de l'argent gaspillé. Nous connaissons tous dans quel esprit M. Cameron a formulé ses accusations. M. Blake, dont je regrette beaucoup l'absence, dont, comme Canadien, je déplore la mauvaise santé, a dans un endroit, durant la campagne électorale qui a précédé la dernière élection, emprunté deux arguments au discours de M. Cameron contre le gouvernement ou contre le département des Sauvages, et il a déclaré que ces deux arguments seraient le point d'appui de son acte d'accusation contre le département des Sauvages. Puis, après avoir vu le pamphlet, il ajouta que les citations, que les deux accusations qu'il avait portées avaient pour auteur responsable M. Cameron, ou qu'il n'en prenait pas lui-même la responsabilité, et qu'il ne désirait pas poursuivre l'affaire plus loin, parce qu'il voyait — la chose était évidente pour M. Blake — que l'exposé de M. Cameron n'était pas véridique.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Non, il n'a pas dit cela.

Sir JOHN MACDONALD: Je ne dis pas que M. Blake a dit cela, mais c'est moi qui le dis. Je prétends que la chose était si évidente pour lui, qu'il jetait la responsabilité de l'accusation contre le département des Sauvages sur les épaules de M. Cameron, qu'il ne désirait plus poursuivre davantage l'affaire, parce qu'il était prouvé clairement, parce qu'il n'était plus possible de douter que M. Cameron avait fait un exposé en désaccord avec les faits.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Voici les faits: M. Cameron a fait certaines assertions, et le département des Sauvages en a fait autant de son côté. Il est vrai que je n'ai pas vérifié les faits mentionnés dans le pamphlet auquel l'honorable premier ministre fait allusion. Il faudrait un certain temps pour cela. Je n'ai pas dit que je ne l'avais lu; mais j'ai dit que je n'avais pas eu le temps de le lire avec soin. Je l'ai, cependant, parcouru et j'ai vu qu'il y avait une grande divergence de vues entre M. Cameron et le département, ou l'honorable monsieur qui préside ce département, quel qu'il soit. La position que j'ai prise était celle-ci: Si deux honorables messieurs, le premier ministre d'un côté, et M. Cameron de l'autre, se contredisent l'un et l'autre dans cette Chambre, le meilleur moyen de régler le différend est de s'expliquer soit sur le parquet de cette Chambre, s'ils sont ici présents, ou devant une commission, comme le premier ministre proposait assez justement de le faire, ou devant un comité de cette Chambre, si la question est trop compliquée pour être discutée, ici. J'ai partagé l'avis de l'honorable monsieur, j'ai cru comme lui que si nous devons discuter cette question, ici, on ne pouvait le faire, ce soir, ou demain, ou le surlendemain, en toute probabilité. Nous ne pouvions nous engager dans cette discussion dans cette phase de la session, nous ne pouvions non plus le faire d'une manière satisfaisante durant la présente session, si l'enquête avait dû se faire devant un comité, ou une commission. Mais l'honorable premier ministre peut se rappeler qu'il s'est servi d'expressions très vives à l'adresse de M. Cameron, et M. Cameron, sans doute, s'est servi de termes non moins vifs à son égard. Sur ce point, je puis dire, sans vouloir offenser personne, ces deux

Sir JOHN A. MACDONALD

honorables messieurs se sont trouvés bien accouplés. Ils se sont adressés réciproquement des paroles très vives. Mais comme M. Cameron n'est pas ici, et vu que la commission n'a pas été nommée, je prétends qu'il serait nécessaire, au point de vue du franc jeu et pour être juste, que M. Cameron eût l'occasion de justifier ses accusations, s'il le peut ou autrement, jusqu'à ce que cette occasion lui soit fournie, il n'est pas raisonnable ou juste de le blâmer d'avoir affirmé ce qu'il n'était pas en mesure de prouver.

Sir JOHN A. MACDONALD: J'ai été très mesuré dans mes remarques à l'adresse de M. Cameron.

M. DAVIES (I. P. E.): Je ne me propose pas de discuter à fond cette matière, ce soir. Comme le très honorable député de Oxford-Sud (sir Richard Cartwright) l'a dit, il faudrait plusieurs soirées pour le faire, et comme l'a dit, lui-même, l'honorable premier ministre, on ne saurait songer, lorsque nous sommes aux dernières heures de la session, à entreprendre l'examen du discours prononcé par M. Cameron, ainsi que l'examen de la réponse contenue dans le pamphlet publié par le département des Sauvages, pour nous permettre de distinguer le vrai du faux dans ces deux versions de la cause. Mais je dirai franchement que j'ai lu avec beaucoup de soin le discours de M. Cameron, comme j'ai lu avec un soin non moins grand la réponse du département des Sauvages. J'ai pris la peine de comparer les citations faites dans la brochure du département des Sauvages avec l'original dont elles étaient censées extraites, et j'ai aussi comparé les citations faites par M. Cameron dans son discours avec les rapports du département des Sauvages; et après avoir examiné tout cela avec soin, je suis arrivé à la conclusion que vu l'absence de M. Cameron de cette Chambre, il n'est que juste que je prenne quelques heures pour expliquer mon opinion sur la question de savoir qui a dit la vérité. Et je puis dire franchement que les citations de M. Cameron, bien qu'elles ne soient pas exactement rapportées dans l'édition des *Débats*, dont on s'est servi pour publier ce document du département des Sauvages, — ces inexactitudes sont insignifiantes, toutefois, — sont tout à fait exactes dans l'édition corrigée des *Débats*.

Les honorables députés de la droite savent parfaitement bien que lorsqu'un long discours est prononcé et qu'il contient beaucoup de citations il y a souvent des inexactitudes et des erreurs dans le rapport; et lorsque les employés du département des Sauvages se mirent en frais de répondre à M. Cameron ils eurent bien soin de ne pas prendre le rapport corrigé du discours dans les *Débats*, mais la version inexacte et non corrigée des *Débats* et de l'en tenir responsable. Nos contradicteurs admettront que cette manière d'agir n'est pas loyal, et s'ils examinent comme moi la version corrigée du discours de M. Cameron et qu'ils la comparent aux rapports du département des Sauvages ils verront que mon honorable ami a prouvé toutes ses accusations par les rapports mêmes du département.

Sir JOHN A. MACDONALD: Cela est impossible; je nie cela entièrement.

M. DAVIES (I. P. E.): Eh bien! l'honorable ministre dit lui-même qu'il n'a pas pris la peine d'examiner les documents, pendant que je les ai lus. Cela fait une grande différence.

Sir JOHN A. MACDONALD: Comment cela?

M. DAVIES (I. P. E.): Pour vérifier l'exactitude des citations faites par M. Cameron du rapport concernant les Sauvages.

Sir JOHN A. MACDONALD: J'ai examiné chaque paragraphe de la brochure.

M. DAVIES (I. P. E.): On peut différer quant aux déductions à faire de certains faits, mais je parle de ces faits mêmes. Que M. Cameron ait tiré de justes déductions ou non, c'est une question que nous pourrions discuter au long